



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009



La présente actualisation du document de référence 2009 a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 novembre 2010, sous le numéro D.10-0349-[A01] conformément à l'article 212-13 4° du Règlement Général de l'AMF. Elle complète le document de référence 2009 déposé auprès de l'AMF le 28 avril 2010 sous le n° D.10-0349. Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF.

Cette actualisation du document de référence 2009 a été établie par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du document de référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social de Rubis, 105 avenue Raymond Poincaré, 75116 Paris, sur le site Internet de la société (www.rubis.fr), ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

105, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris – France
tél. : +33 (0) 1 44 17 95 95
fax : +33 (0) 1 45 01 72 49
mail : rubis@rubis.fr
www.rubis.fr
SCA au capital de 60 192 350 euros
784 393 530 RCS PARIS – Code APE 741 J

Sommaire

Actualisation du Rapport Financier Annuel Document de Référence 2009

Chapitre 1	Personnes responsables de l'actualisation du Document de Référence
Chapitre 2	Contrôleurs légaux des comptes
Chapitre 3	Présentation du Groupe
Chapitre 4	Facteurs de risques et assurances
Chapitre 5	Etats financiers
Chapitre 6	Gouvernement d'entreprise et contrôle interne
Chapitre 7	Information générale sur la Société et le capital
Chapitre 8	Informations relatives aux acquisitions en cours
Chapitre 9	Informations financières T3 2010
Chapitre 10	Table de concordance
Annexe :	Rapport Financier Semestriel 2010

REMARQUES GENERALES

Les renseignements fournis dans le Rapport Financier Annuel – Document de Référence 2009 déposé le 28 avril 2010 auprès de l’Autorité des Marchés Financiers, et ayant reçu le numéro d’enregistrement n° D10-0349, ainsi que ceux figurant dans le Rapport Financier Semestriel 2010, demeurent valables et sont complétés par les développements figurant ci-après.

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits aux pages 47 à 53 du Rapport Financier Annuel - Document de référence 2009 ainsi qu’à la page 6 du Rapport Financier Semestriel 2010 avant de prendre une décision d’investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d’avoir un effet négatif sur l’activité, la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

Chapitre 1

Personnes Responsables de l'actualisation du Document de Référence

RESPONSABLES DE L'INFORMATION

Monsieur Gilles Gobin associé-Gérant

Monsieur Jacques Riou, Gérant d'Agena, société co-gérante de Rubis

ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation du document de référence, ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du document de référence.

Les contrôleurs légaux, dans le rapport sur les comptes consolidés en page 134 du Document de référence 2008, sans remettre en cause leur opinion exprimée sur les comptes, attirent l'attention sur la note 2.19 « Avantages au personnel » de l'annexe aux états financiers consolidés. Cette note fait état d'un changement de méthode comptable suite à l'application de la norme IAS 19 révisée qui permet de comptabiliser en capitaux propres les écarts actuariels relatifs aux avantages au personnel.

Les contrôleurs légaux, dans le rapport sur les comptes consolidés en page 130 du Document de référence 2009, sans remettre en cause leur opinion exprimée sur les comptes, attirent l'attention sur la « note 2 - Principes comptables » de l'annexe qui précise l'application de la norme IAS 1 révisée et les incidences non significatives des nouvelles normes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2009 ainsi que sur les notes 7.4 « Evènements importants survenus au cours de l'exercice » et 7.5 « Evènements postérieurs à la clôture ».

Les contrôleurs légaux, dans le Rapport financier semestriel 2010, en pages 27 et 28, sans remettre en cause la conclusion exprimée sur les comptes, attirent l'attention sur la note 1 « Principes comptables » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2010, des nouvelles normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels ».

Fait à Paris, le 29 novembre 2010

Jacques RIOU
Gérant d'Agena, société co-gérante de Rubis

Gilles GOBIN
Associé-gérant

Chapitre 2

Contrôleurs légaux des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

	<i>Date de nomination</i>	<i>Date d'expiration</i>
SCP JL Monnot & L Guibourt 2 bis A avenue Le Corbeiller 92190 Meudon <i>représentée par Jean-Louis Monnot</i>	AGO 10 juin 2010	EX 2015 / AG 2016
Mazars Tour Exaltis - 61 rue Henri Regnault 92075 Paris la Défense cedex <i>représenté par Daniel Escudeiro</i>	AGO 10 juin 2010	EX 2015 / AG 2016

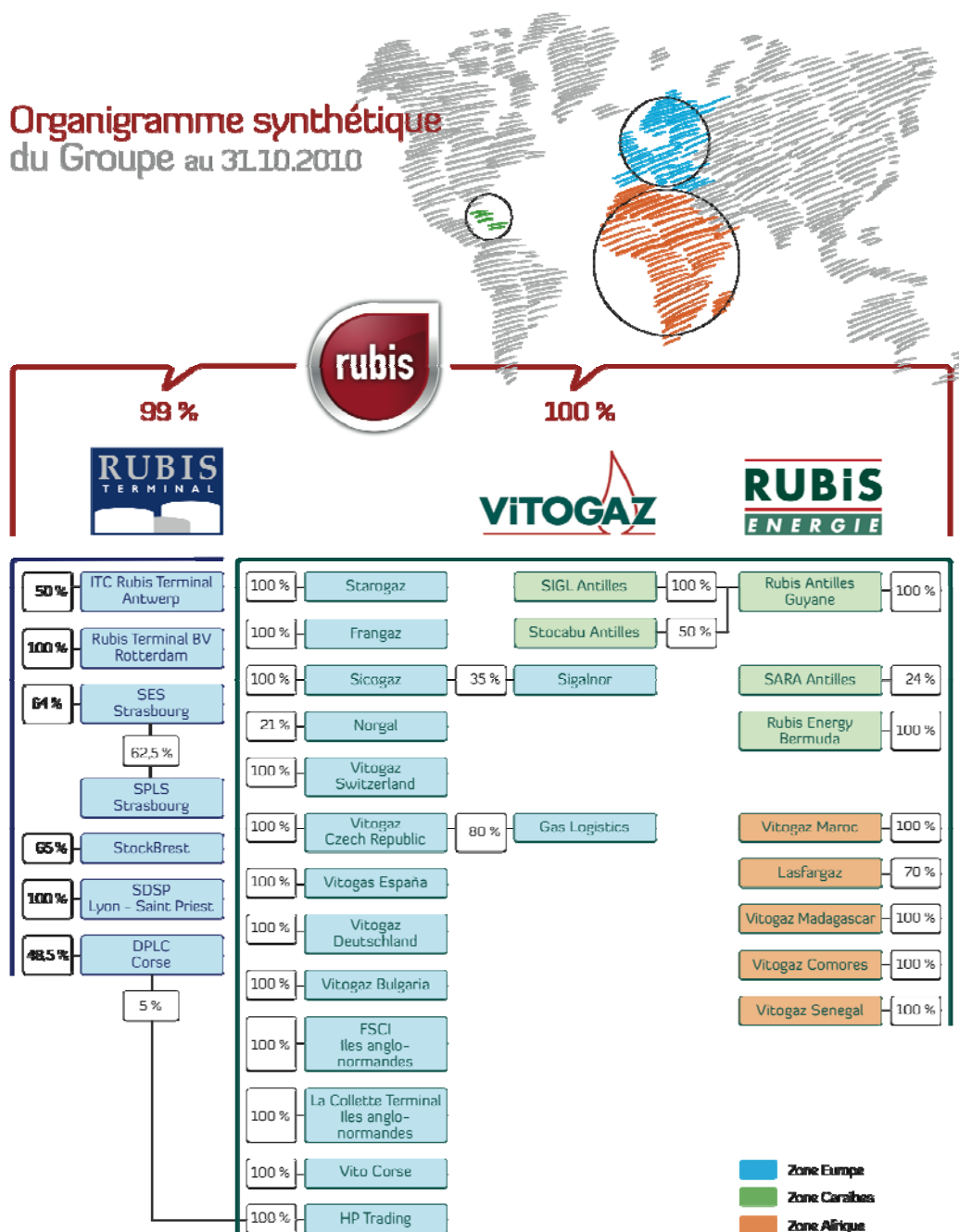
COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

	<i>Date de nomination</i>	<i>Date d'expiration</i>
Monsieur Pascal Faramarzi 7 rue Beccaria 75012 Paris	AGO 10 juin 2010	EX 2015 / AG 2016
Madame Manuela Baudoin-Revert Tour Exaltis - 61 rue Henri Regnault 92075 Paris la Défense cedex	AGO 10 juin 2010	EX 2015 / AG 2016

Chapitre 3 Présentation du Groupe

[Rapport Financier Annuel – Document de Référence 2009 pages 2 à 20]

Organigramme synthétique
du Groupe au 31.10.2010



Le détail des participations hors Groupe figure en page suivante.

■ Réorganisation interne au Groupe Rubis :

Dans le cadre d'une simplification organisationnelle et d'une optimisation de la politique d'exploitation des installations classées, la société Rubis Stockage a été absorbée par Rubis Terminal le 3 juin 2010. La participation détenue par Rubis Stockage dans SES (29%) est remontée chez Rubis Terminal qui détient ainsi 64% de SES.

■ Actionnaires hors Groupe Rubis :

a) Rubis Terminal

- **ITC Rubis Terminal Antwerp** : Mitsui (35%) – Intercontinental Terminals Company LLC (15%)
- **SES Strasbourg** : Bolloré Energie (1%) - Distridyn (8,6%) – Petrovex (6,8%) – SCA Pétrole et Dérivés (10,7%) – Siplec (6%) – Zeller & Cie (2,9%)
- **StockBrest** : Société Pétrolière de Dépôt (35%)
- **DPLC Corse** : Total Raffinage Marketing (24,99%) – Delek France SAS (21,5%) – M Joseph-Louis Galleti (0,01%)

b) Rubis Energie

- **Norgal** : Antargaz (52,66 %) – Total Raffinage Marketing (26,40%)
- **Signalnor** : CGP Primagaz (35%) – TotalGaz (30%)
- **Gas Logistics** : Mr Miroslav Kasperek (20 %)
- **Stocabu Antilles** : Antilles Gaz (50%)
- **Sara Antilles** : Chevron Global Energy Inc (11,5%) – Total Outre Mer (25%) – Total France (25%) – Esso Caribbean Inc (14,5%)
- **Lasfargaz** : Ceramica Ouadras SA (3,37%) – Cocema SA (6,17%) – Facemag SA (7,57%) – Grocer SA (3,92%) – Sanitaire BS SA (2,25%) – Union Cerame SA (6,72%)

■ Direction et contrôle du Groupe

- Le Conseil de Surveillance au 31 octobre 2010 ⁽¹⁾

- Olivier Heckenroth*
Président
- Nils Christian Bergene*
- Jacques-François de Chaunac-Lanzac
- Hervé Claquin
- Olivier Dassault
- Jean-Claude Dejouhanet
- Chantal Mazzacurati
- Olivier Mistral
- Christian Moretti*
- Erik Pointillart*
- Gilles de Suyrot

* Membres du Comité des Comptes

■ Bourse et actionariat

Marché du titre et vie boursière : depuis le 17 septembre 2010, le titre a été admis au SBF 120.

■ Ressources humaines

Effectif au 31 octobre 2010 : 1 135 salariés.

(1) Pour plus de détails, se rapporter au Chapitre 6 « Gouvernement d'entreprise et contrôle interne » de la présente actualisation.

Chapitre 4

Facteurs de risques et assurances

[Rapport Financier Annuel – Document de Référence 2009 pages 47 à 53]

4.1 Risques liés à l'environnement juridique, commercial, concurrentiel, financier, politique et social

A/ Risques juridiques

c) Litiges en cours

Dans l'affaire du GPL conditionné en GMS, la Rapporteuse devant l'Autorité de la Concurrence a rendu son Rapport le 26 avril 2010. Le grief d'entente soulevé dans la Notification du 17 juillet 2009 a été abandonné. Seul a été maintenu celui d'abus de position dominante collective. L'audience s'est tenue le 21 septembre 2010 et le délibéré devrait intervenir au cours du 1^{er} trimestre 2011.

B/ Risques commerciaux

Compte tenu des activités du Groupe, il n'y a pas de risque clients significatif. Les informations relatives au poids du premier client dans le chiffre d'affaires groupe ainsi que celui des cinq et dix premiers clients figurent dans la partie 5, § 4. 5.6 du Rapport Financier Annuel - Document de Référence 2009 (annexe comptes consolidés).

4.2 Risques crédit – taux – liquidité - change

[Rapport Financier Annuel – Document de Référence 2009 – mise à jour au 30 juin 2010 de l'Annexe 4.5.6, 4.10.2 et 4.10.5 aux comptes consolidés]

Les comptes semestriels présentent des états financiers résumés conformément à la norme IAS34, « informations financières intermédiaires ». Par conséquent, le processus de consolidation semestriel de Rubis ne nous permet pas de collecter toutes les informations relatives à la partie risques.

1) Risque de crédit

Compte tenu de la nature des métiers de Rubis : distribution d'énergie primaire, correspondant à des besoins de base, l'activité est peu sensible au cycle économique et présente une certaine résilience. Il en est de même pour l'activité de stockage dont la clientèle est stable et où les contrats sont en général de longue durée. En conséquence on observe peu de variation d'un semestre à l'autre ou d'un exercice à l'autre en termes de consommation et de portefeuille clientèle. Fondamentalement, les informations fournies au 31 décembre 2009 peuvent se transposer sur l'exercice 2010 (à périmètre équivalent).

Risque sur actions

(en milliers d'euros) au 30 juin 2010	Portefeuille d'actions tierce ou OPCVM actions	Portefeuille d'actions propres
Position au bilan		399
Hors-bilan		
Position nette globale		399

L'exposition maximale au risque de crédit concernant les créances commerciales au 30 juin 2010, analysée par zone géographique est la suivante :

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable
	30-juin-10
Europe	84 674
Caraïbes	27 084
Afrique	19 881
Total	131 639

2) Risque de taux

(en milliers d'euros)	30-juin-10
Emprunts auprès des établissements de crédit courants	20 201
Emprunts auprès des établissements de crédit non courants	240 322
Concours bancaires	49 490
Intérêts courus non échus sur emprunts et concours bancaires	620
Total des emprunts et concours bancaires	310 633

Échéances

Caractéristique des titres émis ou des emprunts contractés	Taux	Montant global des lignes (en milliers d'euros)	Moins d'un an	entre 2 et 5 ans	à plus de 5 ans	Couverture
Emprunts (en euro)	Fixe					OUI
	Variable	250 110	16 941	224 986	8 183	
Emprunts (en dirham marocain)	Fixe	483	20	463		
	Variable	4 352	868	3 484		
Emprunts (en ariary)	Fixe					
	Variable	2 134	1 014	1 120		
Emprunts (en franc cfa)	Fixe	1 056	787	269		
	Variable					
Emprunts (en franc suisse)	Fixe	897	12	885		
	Variable					
Emprunts (en couronne tchèque)	Fixe	1 491	559	932		
	Variable					
TOTAL		260 523	20 201	232 139	8 183	

Aucun emprunt à ce jour n'est susceptible d'être remboursé pour cause de mise en jeu de covenants.

Le Groupe a mis en place des contrats de protection de taux (cap, floor, tunnel) à hauteur de 140,45 millions d'euros sur un total de 256,6 millions d'euros d'endettement à taux variable au 30 juin 2010, représentant 55 % de ce montant (cf. ligne Hors bilan du tableau ci-dessous).

Des contrats de protection des taux à hauteur de 10 millions d'euros ont été mis en place en vue de couvrir la dette financière future.

Tableau de la position nette de taux :

au 30 juin 2010

(en milliers d'euros)	JJ à 1 an (4)	De 1 à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers (2)	70 311	232 139	8 183
Actifs financiers (1)	114 392		
Position nette avant gestion	(44 081)	232 139	8 183
Hors bilan (3)		(137 000)	(3 450)
Position nette après gestion	(44 081)	95 139	4 733

(1) Obligations, bons du Trésor, autres titres de créances négociables, prêts et avances, actifs divers...

(2) Dépôts, titres de créances négociables, emprunts obligataires, autres emprunts et dettes, passifs divers...

(3) Titres à rémérés, contrats à terme de taux (FRA, contrats d'échange de taux d'intérêt, autres engagements de hors bilan y compris les positions conditionnelles (options, cap, floor, dollars, engagements futurs, renégociations). Chaque opération de hors bilan est une position acheteuse ou vendeuse et contribue à modifier l'échéancier de la dette et/ou la nature du taux d'intérêt.

(4) Y compris les actifs et dettes à taux variable.

Sensibilité à la variation des taux d'intérêt

L'endettement net à taux variable s'élève à 192 millions d'euros : emprunts confirmés à taux variables (256,6 millions d'euros) plus concours bancaires courants (49,9 millions d'euros) moins la trésorerie disponible (114,3 millions d'euros).

En conséquence une variation de 1 % des taux court terme aurait un impact de 259 milliers d'euros sur le résultat financier semestriel du Groupe soit de 8,5 % sur le coût de l'endettement financier net ou encore de 0,47 % sur le résultat net total semestriel 2010.

3) Risque de liquidité

Au 30 juin 2010 le Groupe utilise des lignes de crédit confirmées pour un montant global de 260 millions d'euros. Compte tenu du ratio de dette nette sur fonds propres (36 %) du Groupe au 30 juin 2010 ainsi que du niveau de la capacité d'autofinancement, le tirage de ces lignes n'est pas susceptible d'être remis en cause du fait des covenants.

Au 30 juin 2010

Echéance	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Supérieure à 5 ans
(en millions d'euros)	20	232	8

Parallèlement il est précisé que le Groupe présente à l'actif de son bilan une trésorerie mobilisable immédiatement de 114 millions d'euros.

4) Risque de change (voir préambule)

Chapitre 5

Etats financiers

[Rapport Financier Annuel – Document de Référence 2009 pages 66 à 126]

Les renseignements figurant dans le Rapport Financier Semestriel 2010 demeurent exacts.

Nous avons, toutefois, mis à jour les tableaux figurant en Note 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

Date du Collège de la Gérance	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options caduques ou annulées au 25 nov. 2010	Nombre d'options exercées au 25 nov. 2010	Nombre d'options non exercées au 25 nov. 2010
17 juillet 2001	222 939	22,70		222 939	
13 décembre 2002	12 349	23,555		12 349	
19 janvier 2004	25 270	27,90		13 635	11 635
29 juillet 2004	3 160	33,00			3 160
12 juillet 2005	4 214	46,59		2 107	2 107
27 juillet 2006	309 390	51,90	21 371	114 613	173 406
17 novembre 2006	5 116	55,10		5 116	0
29 août 2007	4 000	58,35			4 000
12 février 2008	11 900	52,89			11 900
4 juin 2008	5 000	57,06			5 000
22 juillet 2009	360 000	50,00			360 000
TOTAL	963 338		21 371	370 759	571 208

Date du Collège de la Gérance	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre d'options	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options	Prix d'exercice (en euros)
19 janvier 2004	11 635	18/01/2014	27,90	11 635	27,90
29 juillet 2004	3 160	28/07/2014	33,00	3 160	33,00
12 juillet 2005	2 107	11/07/2015	46,59	2 107	46,59
27 juillet 2006	173 406	26/07/2012	51,90	173 406	51,90
29 août 2007	4 000	28/08/2013	58,35		
12 février 2008	11 900	11/02/2013	52,89		
4 juin 2008	5 000	03/06/2014	57,06		
22 juillet 2009	360 000	21/07/2014	50,00		
TOTAL	571 208			190 308	

Date du Collège de la Gérance	Nombre d'actions susceptibles d'être attribuées	Nombre d'actions caduques ou annulées au 31 oct. 2010
12 février 2008	1 700	
4 juin 2008	700	
22 juillet 2009	51 150	
TOTAL	53 550	0

Chapitre 6

Gouvernement d'entreprise et Contrôle interne

[Rapport Financier Annuel – Document de Référence 2009 pages 138 à 156]

6.1 Membres du Conseil de Surveillance : 11 membres

Trois nouveaux membres ont été nommés lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 10 juin 2010 qui a procédé au renouvellement de 10 membres du Conseil de Surveillance.

Noms	Autres mandats et fonctions exercées en dehors du Groupe
Jacques-François de Chaunac-Lanzac Né le 15/08/1945 Maison des Réfractaires – 41250 Chambord Nombre d'actions : 92 Date de nomination : 10/06/2010 Date d'expiration du mandat : AGO 2013	1) <u>En cours de validité au 31/10/2010</u> Secrétaire Général de l'association des Amis de Chambord 2) <u>Au cours des cinq dernières années</u> Directeur de la Fondation de la Maison de la Chasse et de la Nature
Chantal Mazzacurati (*) Né le 12/05/1950 Nombre d'actions : 150 Date de nomination : 10/06/2010 Date d'expiration du mandat : AGO 2013	1) <u>En cours de validité au 31/10/2010</u> Néant. 2) <u>Au cours des cinq dernières années</u> Différentes fonctions dans le domaine de la finance chez BNP puis BNP Paribas, Directeur des Affaires Financières et des Participations Industrielles, Responsable de la ligne de Métier Mondiale Actions Directeur Délégué en charge de missions spécifiques au sein de la Banque de Financement et d'Investissement, Membre du comité exécutif de BNP Paribas Investment Partners (filiale de gestion d'actifs de BNP Paribas).
Olivier Mistral Né le 23/08/1949 Hôtel de Bourrienne – 58 rue de Hauteville – 75010 Paris Nombre d'actions : 5 849 Date de nomination : 10/06/2010 (1 ^{re} nomination : 10/03/2010) Date d'expiration du mandat : AGO 2012	1) <u>En cours de validité au 31/10/2010</u> Néant. 2) <u>Au cours des cinq dernières années</u> Administrateur et Directeur Général chez Rubis Terminal (<i>jusqu'à fin 2009</i>)

* membre n'ayant plus d'activité professionnelle

6.2 Fonctionnement des organes de direction et de surveillance

6.2.1 La Gérance

Au 31 octobre 2010, le Collège de la Gérance s'est réuni officiellement 22 fois depuis le 1^{er} janvier 2010. Ces réunions ont eu principalement pour objet :

- l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe ;
- l'approbation des comptes annuels sociaux et consolidés ainsi que celle des comptes semestriels sociaux et consolidés ;

- la constatation des augmentations de capital issues : des souscriptions des salariés à l'augmentation de capital qui leur était réservée, du réinvestissement du dividende en actions par les actionnaires, des levées d'options de souscriptions d'actions, des placements privés à hauteur de 10 % du capital, sans droit préférentiel de souscription (Equity Line) ainsi que de l'attribution définitive d'actions gratuites (plan du 27 juillet 2006 et du 28 août 2007) ;
- l'autorisation à donner pour la conclusion de deux conventions de crédit avec le Crédit Industriel et Commercial et le Crédit Agricole.

6.2.2 Le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance, au 31 octobre 2010, est composé de 11 membres. L'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2010 a procédé au renouvellement de 10 membres sur 11 et a ratifié la cooptation de Monsieur Olivier Mistral, en remplacement de Monsieur Jouveaud, décédé en novembre 2009.

Messieurs Foliguet et Van gestel n'ont pas souhaité renouveler leur mandat. Par ailleurs, afin d'instaurer un renouvellement par roulement des membres du Conseil de Surveillance, un tirage au sort a été organisé par le Conseil pendant sa séance du 10 mars 2010, afin de proposer à l'Assemblée des durées différentes de renouvellement.

Ainsi, ont été renouvelés :

- pour une durée d'un an : Olivier Heckenroth, Jean-Claude Dejouhanet, Christian Moretti,
- pour une durée de deux ans : Hervé Claquin, Olivier Mistral, Erik Pointillart,
- pour une durée de trois ans : Olivier Dassault, Gilles de Suyrot.

Enfin, ont été nommés pour la durée statutaire de trois ans : Madame Chantal Mazzacurati et Monsieur Jacques-François de Chaunac-Lanzac.

Précisions complémentaires :

- aucun lien familial n'existe entre les personnes composant le Conseil de Surveillance,
- aucun membre du Conseil de Surveillance n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude, d'une faillite, d'une mise sous séquestre ou d'une liquidation,
- aucun membre du Conseil de Surveillance n'a fait l'objet d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires,
- aucun membre du Conseil de Surveillance n'est concerné par un conflit d'intérêts entre ses devoirs à l'égard de Rubis et ses intérêts privés et/ou d'autres devoirs,
- Aucun des membres n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

6.3 Actionnariat salarié

Plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions gratuites

Le tableau ci-après donne les caractéristiques des douze plans d'options de souscription d'actions consenties par Rubis et l'état des levées de ces options à la date du 31 octobre 2010.

Historique des attributions d'options de souscription d'actions

Plan d'option	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date d'Assemblée	30/05/01	30/05/01	30/05/01	30/05/01	08/06/05	08/06/05
Date de réunion du Collège de la Gérance	17/07/01	13/12/02	19/01/04	29/07/04	12/07/05	27/07/06
Nombre total d'actions pouvant être souscrites dont :	222 939 ^(a)	12 349 ^(a)	25 270 ^(a)	3 160 ^(a)	4 214 ^(a)	309 390 ^(a)
- nombre d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux	0	0	0	0	0	0
- nombre de mandataires sociaux concernés	0	0	0	0	0	0
- nombre des autres bénéficiaires	15	1	2	1	2	25
Date de départ d'exercice des options	17/07/05	13/12/06	19/01/08	29/07/08	12/07/09	27/07/10*
Date d'expiration	16/07/11	12/12/12	18/01/14	28/07/14	11/07/15	26/07/12*
Prix de souscription	22,70 ^(a)	23,555 ^(a)	27,90 ^(a)	33,00 ^(a)	46,59 ^(a)	51,90*
Nombre d'actions souscrites au 25/11/2010	222 939	12 349	13 635	0	2 107	114 613
Nombre d'options échues ^(b)	0	0	0	0	0	21 371
Nombre d'options restantes en circulation	0	0	11 635	3 160	2 107	173 406

(a) Après dernier réajustement du 25/07/2007.

(b) Options échues pour cause d'expiration du plan ou de départ de salariés.

* Après décalage période.

Plan d'option	Plan n° 7	Plan n° 8	Plan n° 9	Plan n° 10	Plan n° 11	Plan n° 12
Date d'Assemblée	08/06/05	08/06/05	08/06/05	08/06/05	10/06/09	10/06/09
Date de réunion du Collège de la Gérance	17/11/06	29/08/07	12/02/08	04/06/08	22/07/09	22/07/09
Nombre total d'actions pouvant être souscrites dont :	5 116 ^(a)	4 000	11 900	5 000	320 000	40 000
- nombre d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux	0	0	0	0	0	0
- nombre de mandataires sociaux concernés	0	0	0	0	0	0
- nombre des autres bénéficiaires	1	1	3	1	27	1
Date de départ d'exercice des options	17/11/10*	29/08/11*	12/02/11	04/06/12*	22/07/12	22/07/12
Date d'expiration	16/11/12*	28/08/13*	11/02/13	03/06/14*	21/07/14	21/07/14
Prix de souscription	55,10*	58,35	52,89	57,06	50,00	50,00
Nombre d'actions souscrites au 25/11/2010	5116	0	0	0	0	0
Nombre d'options échues ^(b)	0	0	0	0	0	0
Nombre d'options restantes en circulation	0	4 000	11 900	5 000	320 000	40 000

(a) Après dernier réajustement du 25/07/2007.

(b) Options échues pour cause d'expiration du plan ou de départ de salariés.

* Après décalage période.

Historique des attributions d'actions gratuites

Date du Collège de la Gérance	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions caduques ou annulées au 25 nov. 2010	Condition de cours et/ou autre condition
27 juillet 2006	44 304*	3 054	65,49 ⁽¹⁾
17 novembre 2006	717*		65,49 ⁽¹⁾
29 août 2007	600		73,60 ⁽¹⁾
12 février 2008	1 700		67,00 ⁽²⁾
4 juin 2008	700		73,66 ⁽²⁾
22 juillet 2009	45 450		57,00 ⁽³⁾
22 juillet 2009	5 700		57,00 ⁽⁴⁾
Total	99 171	3 054	-

* Après réajustement du 25/07/2007.

(1) Condition de cours ou Résultat Net Part du Groupe 2009 ≥ à 90 % de celui de 2008.

(2) Condition de cours ou croissance moyenne annuelle des résultats du Groupe de 6 % entre les exercices 2007 et 2010.

(3) Condition de cours ou croissance moyenne annuelle des résultats du Groupe de 6 % entre les exercices 2008 et 2011.

(4) Condition de cours ou mise en service du terminal d'Anvers au plus tard le 30/06/2011.

Il est rappelé qu'aucune option de souscription d'actions ou d'actions gratuites n'ont été consenties à des mandataires sociaux de Rubis.

Le tableau, ci-après, vous informe des options consenties et levées au 25 novembre par les dix premiers salariés non-mandataires sociaux de Rubis.

Options de souscription d'actions consenties aux dix premiers salariés non-mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre d'options attribuées/d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré (en euros)	Plan n° 1, n° 5 et n° 6
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé (information globale).	0	0	
Options détenues sur l'émetteur levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi souscrites est le plus élevé (information globale).	114 315	48,48	X

Rubis, société mère du Groupe, est la seule société du Groupe à avoir attribué des options de souscription d'actions et des actions gratuites.

Chapitre 7

Informations générales sur la Société et le capital

[Rapport Financier Annuel – Document de Référence 2009 pages 160 à 169]

7.1 Capital souscrit au 25 novembre 2010

Le montant du capital social au 25 novembre 2010 est de 60 354 990 euros divisés en 12 070 998 actions de 5 euros de valeur nominale chacune contre 54 108 720 euros divisés en 10 821 744 actions de 5 euros chacune au 31 décembre 2009, par suite de la réalisation des opérations suivantes :

- souscription des salariés des entités françaises du Groupe, par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement Rubis-Avenir, à une augmentation de capital qui leur était réservée dans le cadre des articles L. 3332-3 et suivants du Code du travail. Cette opération décidée par le Collège de la Gérance réuni le 28 janvier 2010 sur délégation des Assemblées Générales Mixtes des commanditaires et des Commandités en date du 10 juin 2009, a donné lieu à l'émission de 23 806 actions nouvelles au prix de 48,98 euros l'action (soit 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant la décision de la Gérance) pour un versement global de 1 166 017,88 euros correspondant à hauteur de 119 030 euros à la libération de la valeur nominale des 23 806 actions de 5 euros chacune et à hauteur de 1 046 987,88 euros à la libération de la prime d'émission ;
- exercice par une majorité (environ 73,69 %) de commanditaires et par les commandités de l'option offerte pour le paiement du dividende en actions, à un prix d'émission de 55,17 euros l'action. À la suite de cette option 510 406 actions nouvelles ont été émises correspondant à une augmentation du capital de 2 552 030 euros. La prime d'émission afférente à cette augmentation de capital est de 25 607 069,02 euros ;
- 13 augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription par placement privé (« Equity Line ») à hauteur de 10 % du capital. A la suite de ces opérations, 536 240 actions nouvelles ont été émises correspondant à une augmentation du capital de 2 681 200 euros. La prime d'émission afférente à ces augmentations de capital est de 31 036 384,80 euros.
- levées de 136 235 options de souscription d'actions :
 - ♦ 13 399 options de souscription d'actions attribuées par le Collège de la Gérance du 17 juillet 2001, à un prix de souscription de 22,70 euros par action, ayant entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions,
 - ♦ 1 000 options de souscription d'actions attribuées par le Collège de la Gérance du 19 janvier 2004, à un prix de souscription de 27,90 euros par action, ayant entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions,
 - ♦ 2 107 options de souscription d'actions attribuées par le Collège de la Gérance du 12 juillet 2005, à un prix de souscription de 46,59 euros par action, ayant entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions,
 - ♦ 114 613 options de souscription d'actions attribuées par le Collège de la Gérance du 27 juillet 2006, à un prix de souscription de 51,90 euros par action, ayant entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions,
 - ♦ 5 116 options de souscription d'actions attribuées par le Collège de la Gérance du 17 novembre 2006, à un prix de souscription de 55,10 euros par action, ayant entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions.

L'augmentation de capital en résultant est de 681 175 euros et la prime d'émission y afférente de 5 979 353,73 euros ;

- attribution définitive de 41 967 actions gratuites relatives au Plan du 27 juillet 2006 et de 600 actions gratuites relatives au Plan du 29 août 2007 ayant entraîné une émission simultanée d'un même nombre d'actions, correspondant à une augmentation de capital de 212 835 euros.

7.2 Titres donnant accès au capital

Au 25 novembre 2010, en tenant compte de l'ensemble des plans de souscription d'actions et d'actions gratuites (cf. chapitre 6.6. « Gouvernement d'Entreprise ») ainsi que de la Convention d'Equity Line, il existait 571 208 options de souscription susceptibles d'être exercées jusqu'à juillet 2015, 53 550 actions gratuites susceptibles d'être attribuées et

545 934 actions susceptibles d'être émises dans le cadre de l'Equity Line. En conséquence, un actionnaire détenant 1% du capital au 25 novembre 2010 sur une base non diluée, détiendrait sur une base diluée 0,91% du capital.

7.3 Tableau d'évolution du capital au cours des cinq derniers exercices

Date	Opération	Montant de l'augmentation du capital	Nombre de titres créés	Capital à l'issue de l'opération	Actions composant le capital
2004					
15/07	Épargne salariale	186 005 €	37 201	33 120 560 €	6 624 112
15/07	PDA ⁽¹⁾	1 115 970 €	223 194	34 236 530 €	6 847 306
2005					
18/07	Épargne salariale	139 215 €	27 843	34 375 745 €	6 875 149
18/07	PDA ⁽¹⁾	1 183 865 €	236 773	35 559 610 €	7 111 922
du 17/7 au 21/10	Levées de stock-options	700 800 €	140 160	36 260 410 €	7 252 082
du 22/11 au 12/12	Exercice de BSA	5 857 555 €	1 171 511	42 117 965 €	8 423 593
21/12	Levées de stock-options	5 000 €	1 000	42 122 965 €	8 424 593
2006					
03/03	Levées de stock-options	37 295 €	7 459	42 160 260 €	8 432 052
28/04	Levées de stock-options	25 000 €	5 000	42 185 260 €	8 437 052
28/04	Épargne salariale	86 375 €	17 275	42 271 635 €	8 454 327
11/07	Levées de stock-options	67 710 €	13 542	42 339 345 €	8 467 869
11/07	PDA ⁽¹⁾	1 063 525 €	212 705	43 402 870 €	8 680 574
17/11	Levées de stock-options	187 460 €	37 492	43 590 330 €	8 718 066
31/12	Levées de stock-options	785 €	157	43 591 115 €	8 718 223
2007					
11/05	Levées de stock-options	66 145 €	13 229	43 657 260 €	8 731 452
11/05	Épargne salariale	130 605 €	26 121	43 787 865 €	8 757 573
02/07	Exercice de BSA	4 696 020 €	939 204	48 483 885 €	9 696 777
11/07	Levées de stock-options	250 €	50	48 484 135 €	9 696 827
11/07	PDA ⁽¹⁾	1 189 695 €	237 939	49 673 830 €	9 934 766
2008					
09/05	Épargne salariale	120 120 €	24 024	49 793 950 €	9 958 790
07/07	Levées de stock-options	8 175 €	1 635	49 802 125 €	9 960 425
07/07	PDA ⁽¹⁾	1 624 220 €	324 844	51 426 345 €	10 285 269
03/11	Levées de stock-options	55 000 €	11 000	51 481 345 €	10 296 269
2009					
20/05	Épargne salariale	128 215 €	25 643	51 609 560 €	10 321 912
10/07	PDA ⁽¹⁾	2 480 160 €	496 032	54 089 720 €	10 817 944
07/12	Levées de stock-options	19 000 €	3 800	54 108 720 €	10 821 744
2010					
29/01	Equity Line	106 200 €	21 240	54 214 920 €	10 842 984
11/03	Actions gratuites	209 835 €	41 967	54 424 755 €	10 884 951
18/03	Equity Line	125 000 €	25 000	54 549 755 €	10 909 951
07/04	Equity Line	250 000 €	50 000	54 799 755 €	10 959 951
29/04	Equity Line	150 000 €	30 000	54 949 755 €	10 989 951
19/05	Equity Line	250 000 €	50 000	55 199 755 €	11 039 951
20/05	Épargne salariale	119 030 €	23 806	55 318 785 €	11 063 757
20/05	Levées de stock-options	28 035 €	5 607	55 346 820 €	11 069 364
02/06	Equity Line	200 000 €	40 000	55 546 820 €	11 109 364
22/06	Equity Line	200 000 €	40 000	55 746 820 €	11 149 364

09/07	Equity Line	250 000 €	50 000	55 996 820 €	11 199 364
15/07	PDA (1)	2 552 030 €	510 406	58 548 850 €	11 709 770
15/07	Levées de stock-options	49 495 €	9 899	58 598 345 €	11 719 669
28/07	Equity Line	200 000 €	40 000	58 798 345 €	11 759 669
08/09	Equity Line	200 000 €	40 000	58 998 345 €	11 799 669
24/09	Equity Line	250 000 €	50 000	59 248 345 €	11 849 669
30/09	Levées de stock-options	251 725 €	50 345	59 500 070 €	11 900 014
11/10	Equity Line	250 000 €	50 000	59 750 070 €	11 950 014
15/10	Actions gratuites	3 000 €	600	59 753 070 €	11 950 614
26/10	Equity Line	250 000 €	50 000	60 003 070 €	12 000 614
30/10	Levées de stock-options	189 280 €	37 856	60 192 350 €	12 038 470
25/11	Levées de stock-options	162 640 €	32 528	60 354 990 €	12 070 998
12/5/11	État du capital			60 354 990 €	12 070 998

(1) PDA : paiement du dividende en actions.

7.4 Répartition du capital et des droits de vote

- Nombre total des droits de vote au 25 novembre 2010 : 12 070 998 droits de vote correspondant au nombre d'actions composant le capital social, et disposant toutes des mêmes droits.
- Évolution de la répartition du capital au cours des trois dernières années :

Actionnariat	Situation au 25 novembre 2010		Situation au 31 décembre 2009		Situation au 31 décembre 2008	
	Nombre d'actions*	Part de capital*	Nombre d'actions*	Part de capital*	Nombre d'actions*	Part de capital*
Participations supérieures à 5 %						
Halisol Group BV	-	-	658 239	6,08 %	620 017	6,02 %
Halisol Groupe SARL	692 243	5,73 %	-	-	-	-
Orfim	638 122	5,29 %	606 776	5,61 %	606 687	5,89 %
Groupe Industriel Marcel Dassault	621 940	5,15 %	591 389	5,46 %	555 592	5,40 %
Columbia Wanger Asset Management	-	-	246 600	2,28 %	312 684	3,04 %
Ameriprise Financial Inc**	588 385	4,87 %	-	-	-	-
Organes de direction et de surveillance						
Associés commandités, gérants et membres du Conseil de Surveillance	258 385	2,14 %	198 457	1,83 %	249 687	2,42 %
FCP Rubis-Avenir	137 486	1,14 %	135 683	1,25 %	120 079	1,17 %
Autocontrôle	5 843	0,05 %	1 700	0,02 %	10 167	0,10 %
Public	9 128 594	75,63 %	8 382 900	77,47 %	7 821 356	75,96 %
Total	12 070 998	100 %	10 821 744	100 %	10 296 269	100 %

* À la connaissance de la Société.

** Société mère de Columbia Wanger Asset Management

Franchissements de seuils déclarés en 2010

- Suite aux opérations de liquidation volontaire de la société Halisol Groupe BV le 31 mars 2010 entraînant le transfert de ses actifs, et notamment les titres Rubis, à sa maison mère, la société Halisol Groupe SARL, deux déclarations de franchissement de seuil (respectivement à la baisse et à la hausse de 5 %) ont été adressées à Rubis par les sociétés susvisées le 1^{er} avril 2010.

- Le 14 septembre 2010, la société américaine Ameriprise Financial Inc, ayant pris le contrôle des sociétés Columbia Management Invest Advisers, Columbia Wanger Asset Management and Thredneedle Asset Management Holdings Ltd, qui détenaient déjà des actions Rubis, a adressé à Rubis une déclaration de franchissement de seuil de 5 %.

7.5 Dividendes

Le dividende versé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2010 est de 2,85 euros par action.

Dividendes versés aux actionnaires au cours des cinq dernières années

Date de distribution	Exercice concerné	Nombre d'actions concernées	Dividende net distribué (en euros)	Total des sommes nettes distribuées (en euros)
AGO 08/06/2005	2004	6 847 306	1,50 ^(a)	10 270 959
AGM 13/06/2006	2005	8 450 594	1,90 ^(b)	16 056 128
AGM 14/06/2007	2006	8 727 872	2,14 ^(b)	18 677 646
AGO 12/06/2008	2007	9 931 546	2,45 ^(b)	24 332 287
AGM 10/06/2009	2008	10 321 912	2,65 ^(b)	27 282 463
AGO 10/06/2010	2009	11 042 591	2,85 ^(b)	31 471 384

(a) Somme ayant donné droit à un abattement de 50 % aux personnes physiques domiciliées en France.
(b) Somme ayant donné droit à un abattement de 40 % aux personnes physiques domiciliées en France.

Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq ans, à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits et versés au Trésor Public.

7.6 Programme de rachat d'actions – autocontrôle

Au 31 octobre 2010, la société détenait 5 843 actions Rubis.

7.7 Renseignements concernant les délégations de compétence et de pouvoirs

Autorisations données par les Assemblées Générales Mixtes des commanditaires et des commandités du 10 juin 2009

a) Augmentation de capital par appel public à l'épargne ou par placement privé, à savoir :

- émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription :

Montant nominal maximum : 25 000 000 euros

- Utilisation en cours d'exercice : néant
- Terme de l'autorisation : le 10 août 2011

- émettre des actions par offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier (placement privé) :

Montant nominal maximum : 10 % du capital social au jour de l'AGM du 10 juin 2009

- Utilisation en cours d'exercice : néant
- Terme de l'autorisation : le 10 août 2011

- augmenter le nombre de titres à émettre en cas de demandes excédentaires lors d'augmentations de capital avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription :
 - Utilisation en cours d'exercice : néant
 - Terme de l'autorisation : le 10 août 2011

- émettre des actions, dans la limite de 10 % du capital social par période de 12 mois, en fixant le prix d'émission avec une décote maximale de 15 % en cas d'émission avec droit de priorité, ou une décote maximale de 8 % en cas d'émission sans droit de priorité réalisée dans le cadre d'un placement privé :

- Utilisation en cours d'exercice :
 - le 29 janvier 2010
 - le 18 mars 2010
 - le 7 avril 2010
 - le 29 avril 2010
 - le 19 mai 2010
 - le 2 juin 2010
 - le 22 juin 2010
 - le 9 juillet 2010
 - le 28 juillet 2010
 - le 8 septembre 2010
 - le 24 septembre 2010
 - le 11 octobre 2010
 - le 26 octobre 2010

- Total utilisé / autorisé : 2 681 200 euros / 25 000 000 euros
- Terme de l'autorisation : le 10 août 2011

b) Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques et/ou primes

- Utilisation en cours d'exercice : néant
- Terme de l'autorisation : le 10 août 2011

c) Attribution d'options de souscription d'actions : 5% du nombre d'actions en circulation au jour où les options sont consenties, soit au 22 juillet 2009 : 540 897 options.

- Utilisation en cours d'exercice : le 22 juillet 2009
- Total utilisé / autorisé : 360 000 / 540 897
- Terme de l'autorisation : le 10 août 2012

d) Attribution d'actions gratuites : 2,5% du nombre d'actions en circulation au jour où l'attribution gratuite des actions sera consentie, à l'intérieur du plafond de stock-options.

- Utilisation en cours d'exercice :
 - le 22 juillet 2009
 - le 11 mars 2010
 - le 15 octobre 2010
- Total utilisé / autorisé : 102 300 / 540 897
- Terme de l'autorisation : le 10 août 2012

e) Augmentation de capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un PEE établi en application des articles L. 3332-3 et suivants du Code du travail

Montant nominal maximum : 700 000 euros

- Utilisation en cours d'exercice : le 28 janvier 2010
- Total utilisé / autorisé : 119 030 euros / 700 000 euros
- Terme de l'autorisation : le 10 août 2011

Chapitre 8

Informations relatives aux acquisitions en cours

Depuis le 30 juin 2010, le Groupe a procédé à des acquisitions importantes qui s'inscrivent dans sa stratégie de développement sur des niches de marché et qui concernent de nombreux pays : Afrique du Sud, Suisse, Espagne, Caraïbes et Amérique Centrale.

8.1 Acquisitions : communiqués

8.1.1 Acquisition en Afrique du Sud auprès du Groupe Shell

(Communiqué de presse du 18 octobre 2010)

Rubis a signé, le 15 octobre 2010, un accord avec Shell pour le rachat de ses filiales de distribution de GPL (*Easigas*) en Afrique australe, principalement en Afrique du Sud, et incluant le Botswana, le Lesotho et le Swaziland.

Il s'agit d'une acquisition significative pour Rubis qui double ainsi sa taille dans la distribution de GPL sur ce continent.

Cette acquisition s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie de développement de Rubis :

- Avec plus de 100 000 tonnes de ventes annuelles de GPL sous la marque *Easigas*, pour ces 4 pays, Rubis se positionne en numéro deux du secteur avec une part de marché d'environ 30%*, couvrant l'ensemble des segments du GPL : bouteilles et vrac, usages résidentiels, agricoles et industriels ;
- *Easigas* a une longue expérience historique dans ces pays et bénéficie d'une forte notoriété ;
- La demande en énergie en général et dans le secteur des GPL en particulier dans cette zone géographique offrent d'excellentes perspectives de croissance ;
- Les infrastructures logistiques en place (terminaux d'importation, centres emplisseurs, contrats d'approvisionnement) garantissent un accès pérenne à la ressource produit, et les investissements d'ores et déjà identifiés permettront d'accompagner la forte croissance du marché.

La transaction d'un montant de 50 millions d'euros sera financée sur les moyens propres du Groupe et contribuera immédiatement à la croissance du résultat par action.

La réalisation définitive de cette acquisition est soumise à l'autorisation des Autorités de la concurrence en Afrique du Sud.

Cette acquisition permet au Groupe de prendre une position stratégique dans la région la plus dynamique du continent.

* [source interne]

8.1.2 Acquisition auprès du groupe Linde de son activité de distribution de GPL conditionné en Suisse

(Communiqué de presse du 26 octobre 2010)

« Rubis, à travers sa filiale Vitogaz Switzerland AG, a acquis les actifs de distribution de GPL conditionné de PanGas AG, filiale du groupe Linde.

Par cette acquisition, Rubis se renforce dans un segment à forte valeur ajoutée du secteur GPL en augmentant son volume de près de 50% et étend son assise logistique à deux sites d'emplissage de bouteilles.

Les actifs repris se composent d'un parc de bouteilles de GPL, distribuées soit auprès de clients directs soit via un réseau de revendeurs, ainsi que d'installations logistiques (centre emplisseur, plateforme de distribution, stockage vrac de 1750 m³) complémentaires aux installations existantes.

A la suite de cette acquisition, la distribution de GPL en bouteilles en Suisse représentera des ventes annuelles de plus de 12 000 tonnes.

Les synergies tant opérationnelles que logistiques inhérentes à cette reprise, seront rapidement mises en œuvre. Cette acquisition aura un effet immédiat en termes de contribution aux résultats du Groupe.

En 2009, Vitogaz Switzerland a distribué en Suisse plus de 50 000 tonnes de GPL ».

8.1.3 Acquisition auprès du groupe BP de son activité de GPL vrac en Espagne

(Communiqué de presse du 16 novembre 2010)

« Rubis, [à travers sa filiale Vitogas España], a signé un accord prévoyant le rachat de l'activité de distribution de GPL du groupe BP en Espagne.

Cette transaction, réalisée à travers la filiale Vitogas España, porte sur le fonds de commerce GPL vrac de BP, ainsi que les actifs associés : parc de réservoirs en clientèle résidentielle et industrielle, dépôt de stockage secondaire ; la distribution s'opérant également à travers des réseaux canalisés. Cette acquisition permet à Rubis de doubler de taille* et de se hisser parmi les trois premiers opérateurs en Espagne sur le marché du GPL en vrac, en croissance régulière. Avec une activité déjà idéalement localisée géographiquement, cette opération permet à Rubis d'être un acteur significatif dans le « triangle d'or » (concentration sur la partie nord et extension aux régions de la côte Est).

En complément de cette acquisition, un contrat long terme de fourniture de GPL a été conclu entre les parties au départ de la raffinerie BP de Castellon, près de Valence.

L'association des deux fonds de commerce, génératrice de fortes synergies opérationnelles et logistiques, représente des ventes annuelles de plus de 50 000 tonnes.

La réalisation définitive de cette acquisition devrait intervenir avant la fin du présent exercice et aura un effet immédiat en termes de contribution aux résultats du Groupe.

Après l'entrée de Rubis sur le marché espagnol du GPL en vrac en 2007, au travers du rachat de la filiale SHELL, puis du rachat en 2008 de la filiale du groupe TOTAL, cette opération, témoigne à nouveau de la capacité de mouvement du Groupe et s'inscrit clairement dans la stratégie de développement sur des niches de marché. »

* En 2009 Rubis a commercialisé en Espagne 23 278 tonnes ; la cible (BP) a commercialisé 24 456 tonnes. L'addition des deux fonds de commerce sur 2009 totalise : 47 734 tonnes. Sur les 9 premiers mois de l'exercice 2010 Rubis a augmenté ses tonnages de 4,2 % ; le chiffre cité de 50 000 tonnes constitue une approche réaliste des tonnages cumulés des deux entités, et fait bien ressortir un quasi doublement des volumes de Rubis.

8.1.4 Acquisitions auprès du groupe Chevron

(Communiqué de presse du 19 novembre 2010 - extrait)

« Rubis [à travers sa filiale Vitogaz] acquiert les activités de distribution de produits pétroliers du groupe CHEVRON, dans la zone des Caraïbes, réparties dans 13 pays :

- 3 départements français : Guadeloupe, Guyane et Martinique, renforçant ainsi sa présence actuelle ;
- 9 pays formant l'arc des Caraïbes : Antigua, la Barbade, la Dominique, Grenade, la Guyane, St Kitts & Nevis, Ste Lucie, St Vincent et les Grenadines, Trinidad et Tobago ;
- 3 pays de la zone Caraïbes localisés en Amérique Centrale : Belize, Costa Rica et le Nicaragua.

Cet ensemble économique représente un chiffre d'affaires 2009 de 445 M€ et une activité en volume de près de 1,2 million de mètres cube, soit quatre fois la présence actuelle de Rubis dans la région.

Cette acquisition répond en tous points aux critères de croissance externe de Rubis :

- **un ensemble d'activités de distribution diversifié** – réseaux de stations-service (marque Texaco), fioul commercial, GPL, aviation - profitables et établies depuis près de 90 ans ;
- **des positions de leader sur ces pays** : numéro 1 ou 2 avec des parts de marché significatives ;
- **une base puissante d'actifs logistiques** (10 terminaux de stockage) permettant d'intégrer une activité rentable d'approvisionnement, de négoce et de transport opérant également pour des tierces parties ;
- **des implantations dans des régions en croissance** et dépendantes en termes d'importations de produits pétroliers ;
- **des implantations dotées d'infrastructures** – stockages, centres emplisseurs, dépôt d'importation – qui apportent localement l'avantage compétitif indispensable à la pérennité et au développement des positions de marché.

La valeur de transaction de 300 millions de dollars (comprenant la reprise du besoin en fonds de roulement), fait ressortir, sur la base des comptes internes 2009, un multiple de résultat net inférieur à 11 fois. Cette acquisition aura un effet positif sur la rentabilité du Groupe dès 2011.

La réalisation définitive de ces acquisitions, réparties en trois lots distincts, sera soumise à l'approbation des Autorités locales de la concurrence. Il est en outre précisé que cette opération ne prévoit pas de complément de prix à venir ni d'engagement de rachat de passif. »

8.2 Acquisitions : informations complémentaires

8.2.1 Mode de financement

Ces quatre acquisitions sont financées par les liquidités du Groupe et par recours à l'emprunt bancaire, au moyen de lignes de crédit confirmées d'ores et déjà en place.

8.2.2 Complément de prix

Aucun complément de prix n'est prévu dans le cadre de ces acquisitions.

8.2.3 Autorisations des Autorités de la Concurrence

- Afrique du Sud (SHELL) :

15 octobre 2010 : Signature du Protocole d'acquisition.

19 novembre : Dépôt du dossier à la Commission faisant courir un délai d'instruction de 60 jours.
Soit une décision définitive le 13 janvier 2011.

- Antilles et Guyane Françaises (CHEVRON) :

18 novembre : Signature du Protocole d'acquisition.

22 novembre : Dépôt d'une Pré-Notification auprès de la DGCCRF, donnant lieu à des échanges d'information pendant une période de 3 semaines, à l'issue de laquelle sera déposée une Notification.

La Commission a 5 semaines pour produire sa décision.

Au total 8 semaines entre le dépôt de la Pré-notification et la décision définitive dans l'hypothèse d'une instruction en Phase 1, soit une décision envisagée le 18 janvier 2011.

8.2.4 Rachat de passif

Il n'est pas prévu de rachat de passif à l'exception de la reprise du besoin en fonds de roulement d'exploitation (comprenant : stocks, créances clients et dettes fournisseurs) dont le calcul définitif, donnant lieu à ajustement, sera fait 1 à 2 mois après les acquisitions.

8.2.5 Données de synthèse

Considérées globalement, ces quatre acquisitions ont généré un chiffre d'affaires de 557 millions d'euros en 2009. Ces acquisitions représentent un montant global de transaction de 245 millions d'euros (valeur d'entreprise), auquel s'ajoute un besoin en fonds de roulement estimé à 35 millions d'euros. L'acquisition définitive de l'Afrique du Sud et de la partie française de Chevron reste soumise à l'autorisation des Autorités de la concurrence.

A titre indicatif, la Société est en mesure de fournir l'appréciation des soldes de gestion du périmètre constitué de ces quatre sociétés sur 2009. Cette appréciation se fonde sur des comptes sociaux, consolidés et des comptes internes 2009 non audités. Sur ces bases, le périmètre constitué par ces quatre sous-groupes fait ressortir un résultat brut d'exploitation de 44 millions d'euros et un résultat net part du groupe de 25 millions d'euros sur l'exercice 2009.

Sur la base de la situation financière au 30/09/2010, et en intégrant les engagements financiers pris postérieurement à cette date soit 245 millions (4 acquisitions citées ci-dessus), les covenants bancaires devraient être respectés, soit un ratio de Dette financière nette sur fonds propres inférieur à 1 et de Dette financière nette rapportée au Résultat Brut d'Exploitation inférieur à 3,5. Le montant de l'endettement financier net du Groupe, au 30 septembre 2010, après acquisitions, s'élèverait à 457 millions d'euros.

Chapitre 9

Informations financières T3 2010

(Communiqué de presse du 19 novembre 2010)

Chiffre d'affaires du 3e trimestre 2010

POURSUITE DE LA HAUSSE DE L'ACTIVITE EN VOLUME : + 14 %

Rubis a continué à enregistrer une bonne avance de son activité au troisième trimestre : + 14 % de croissance en volume et + 6 % à périmètre constant.

La croissance du chiffre d'affaires (+ 60 %) du troisième trimestre à 354 M€ s'explique principalement par la hausse des prix nominaux des produits pétroliers (+ 22 %) intervenue depuis 12 mois.

Rubis bénéficie d'une bonne dynamique et poursuit son développement en consolidant ses positions commerciales (signatures de contrats et gains de parts de marché) et logistiques locales et en étendant son périmètre industriel : réception du terminal pétrochimique d'Anvers et extension de celui de Rotterdam.

<i>Chiffre d'affaires en M€</i>	<i>Troisième trimestre 2010</i>		<i>Cumul 9 mois au 30 septembre 2010</i>	
	2010	Variation	2010	Variation
RUBIS ENERGIE	294,3	+ 64 %	848,4	+ 55 %
Europe	180,3	+ 140 %	483,4	+ 96 %
Caraïbes	98,7	+ 9 %	313,8	+ 20 %
Afrique	15,3	+ 11 %	51,2	+ 28 %
RUBIS TERMINAL	59,9	+ 42 %	188,6	+ 44 %
Stockage de produits liquides	24,7	+ 14 %	72,5	+ 14 %
Négoce de produits pétroliers	35,3	+ 72 %	116,1	+ 72 %
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	354,2	+ 60 %	1 037,0	+ 53 %

Distribution DE GPL et de produits pétroliers : Rubis Energie

Les volumes distribués par Rubis Energie au troisième trimestre atteignent 208 000 tonnes-m³, en hausse de 14 %, dont 107 000 tonnes de distribution de GPL (+ 7 %) et 101 000 m³ (+ 24 %) au titre de la distribution de produits pétroliers (essences, gazole ...); à périmètre constant, les volumes en distribution finale tous produits s'établissent à 164 000 tonnes-m³ (+ 1,4 %).

- **Europe** : les volumes de GPL en distribution finale atteignent 66 000 tonnes (+ 19 %) tirés par l'Allemagne (GPL-carburant), la République Tchèque et la Bulgarie.

L'activité de distribution de produits pétroliers sur les Iles anglo-normandes et la Corse (consolidée depuis le deuxième trimestre) a représenté 43 000 tonnes.

- **Caraïbes (Antilles - Guyane - Bermudes)** : Les volumes commercialisés s'élèvent à 63 000 tonnes-m³ (- 2,4 %) réparties en 58 000 m³ (- 2 %) de produits pétroliers (réseaux de stations-service et vente directe de gazole marine, fioul, lubrifiants et bitumes) et 5 700 tonnes (- 1,4 %) de GPL.
- La zone **Afrique** affiche des volumes de GPL en distribution finale de 17 000 tonnes (- 6 %) en raison d'un retrait ponctuel au Sénégal dû à des ruptures d'approvisionnement, Maroc et Madagascar enregistrant une bonne avance.

Stockage de produits liquides : Rubis Terminal

Sur le troisième trimestre, l'activité principale du pôle RUBIS TERMINAL, le stockage de produits liquides, poursuit sa progression avec des recettes de 24,7 M€ en hausse de 14 % dont périmètre France : + 8 % et Rotterdam : + 74 %.

Les produits pétroliers enregistrant une forte hausse en liaison avec notamment le surcroît d'activité sur Dunkerque (+ 30 %).

Sur la même période, le chiffre d'affaires Négoce s'établit à 35 M€: effets de la hausse des prix nominaux, sans impact sur les résultats.

Chapitre 10

Table de concordance

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen CE n° 809/2004 pris en application de la Directive européenne dite « Prospectus » 2003/71/CE.

Rubriques de l'annexe 1 du Règlement Européen CE n° 809/2004	N° de page du Rapport Financier Annuel - Document de référence 2009	N° de page de l'actualisation du Rapport Financier Annuel - Document de référence 2009
1 Attestation des personnes responsables	172	4
2 Commissaires aux Comptes	173	5
3 Informations financières sélectionnées	12 à 15 – 56 – 57 – 96 – 97 à 160	13 à 16*
4 Facteurs de risques	48	9 à 11
5 Informations concernant l'émetteur	160	17 à 21
6 Aperçu des activités	22	N/A
7 Organigramme	5	6 et 7
8 Propriétés immobilières, usines et équipements	123-124	N/A
9 Examen de la situation financière et du résultat	56-135	27 et 28
10 Trésorerie et capitaux	116-119	N/A
11 Recherche et développement, brevets et licences	N/A	N/A
12 Information sur les tendances et perspectives	63	6*
13 Prévisions ou estimation du bénéfice	N/A	N/A
14 Organes d'administration, de direction et de surveillance	143 à 152 - 161	13
15 Rémunération et avantages	143	N/A
16 Fonctionnement des organes d'administration et de direction	140 à 145	13 et 14
17 Salariés	76 à 78 – 97 - 150	14 à 16
18 Principaux actionnaires	14 - 166	19
19 Opérations avec des apparentés	149	N/A
20 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	56 À 63 – 66 À 135	27 – 28 et 9 à 12*
21 Informations complémentaires	172 À 175	22 à 26
22 Contrats importants	N/A	N/A
23 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N/A	N/A
24 Documents accessibles au public	175	N/A
25 Informations sur les participations	22 à 45 – 78 à 80	N/A

* numéro de page correspondant au Rapport financier semestriel en Annexe de l'Actualisation du Document de Référence 2009